

COURS 2

LES MODELES ET LES STRATEGIES DU DEVELOPPEMENT

1/ L'économie du développement est apparue comme branche spécifique de la science économique après la Seconde Guerre Mondiale. L'objectif était de comprendre quelles étaient les causes du sous-développement afin d'y remédier. L'économie du développement propose :

a/ des modèles théoriques différents pour expliquer le sous-développement que l'on peut synthétiser en deux grandes approches :

· **Une approche libérale** qui considère le développement selon deux grands axes :

- Le sous-développement est perçu comme un retard de développement

- **le sous-développement est une « croissance transmise » ou comme « une intégration progressive »**. Le sous-développement est alors perçu comme un retard de développement se caractérisant par la dualité des économies mais aussi par une intégration inégale dans les échanges mondiaux.

- le sous-développement est une conséquence d'un défaut ou de défaillances des institutions, approche récente développée par les institutionnalistes autour des années 1990.

· **Une approche structuraliste qui voit alors le sous-développement comme la conséquence d'une « désarticulation » ou d'une « dépendance »**. Trois courants :

- le sous-développement est un phénomène historique lié à la désarticulation des structures productives

- le sous-développement est le résultat de la domination des pays riches comme les théories de la dépendance

- le sous-développement est le résultat de l'échange inégal fondé sur une analyse centre-périphérie et sous l'influence des théories néo-marxistes.

b/ une analyse des stratégies de développement qui ont été adoptées, souvent en conséquence des modèles théoriques.

2/ La sociologie des institutions et du développement complète l'approche de l'économie du développement. Elle réfléchit sur l'opposition Etat-marché qui a longtemps orienté et oriente encore la réflexion économique concernant le développement. **La régulation par le marché est-elle davantage propice au développement que la régulation par l'Etat ?** Cette réflexion nouvelle remet en cause une longue tradition du libéralisme économique qui a fondé ses théories sur le libre marché. Cette tradition n'a cessé de s'enrichir au cours du vingtième siècle par l'école du « public choice » qui a mis en évidence les défaillances de l'Etat pour justifier la limitation de son intervention et critiquer les politiques économiques keynésiennes mises en œuvre au cours du vingtième siècle. Ces théorisations ont servi de fondement aux politiques économiques néolibérales dans les pays riches et ont également influencé les stratégies à mettre en œuvre pour qu'un pays se développe dans le cadre du **consensus de Washington (John Williamson - 1989)** dont le fondement idéologique repose sur l'idée que seul le marché doit être désormais au centre de la dynamique économique et non plus l'Etat. Les échecs du consensus de Washington ont conduit à un renouvellement de la question des rôles de l'Etat et du marché dans le développement.

I/ L'économie du développement s'efforce de comprendre les causes du sous-développement pour pouvoir y remédier, aussi bien chez les libéraux que chez les structuralistes

A/ Les premières explications du sous-développement selon l'approche libérale

Idee : deux discours de la famille libérale se tiennent pour expliquer les causes du sous-développement :

- *Le discours dominant fait du sous-développement un simple retard de développement (théorie fondée par Rostow)*
- *Un discours plus hétérodoxe qui considère le sous-développement comme le résultat des spécificités économique, sociale et culturelle (théorie de l'économie dualiste de A. Lewis) mais aussi de leur dépendance à l'égard des pays développés.*

1/ Le sous-développement est perçu comme un retard de développement selon la théorie de Rostow (1916-2003)

· Rostow estime que **le sous-développement est un simple retard de développement qui peut être comblé en imitant le modèle de croissance des pays développés**. Dans les années 1960, le modèle de Rostow propose une approche linéaire du développement et définit cinq étapes que doivent suivre les « pays sous-développés » (PSD). VOIR LE COURS 2.

· Les limites du modèle de Rostow sont nombreuses :

- Il n'existe aucun modèle unique imité pour assurer la croissance économique et le développement. Chaque Etat présente des facteurs structurels qui entraînent une spécificité de développement.
- La dynamique de la croissance n'est pas non plus la même. Gerschenkron a démontré dans sa théorie du rattrapage, les « déviations graduelles » entre les « early starts » et les « late comers », en soulignant le rôle central de l'Etat pour une croissance vue comme un objectif géopolitique et non pas un phénomène spontané articulé par les seules forces du marché.
- L'enjeu des ressources naturelles (Pomeranz) tient une place importante dans la capacité d'un pays à impulser sa croissance.
- La nature des institutions. Rostow part du principe qu'elles sont par nature « inclusives » alors qu'elles peuvent être « extractives » et interdire une croissance équilibrée et toute forme de développement.
- D'autres facteurs doivent être pris en compte, notamment la situation géographique du pays qui facilite ou non son insertion dans la mondialisation ou encore l'importance du contexte culturel et scientifique au cœur de l'enjeu du progrès technique, nécessaire à toute croissance.

2/ Le retard de développement est expliqué par « le dualisme », théorisé par Arthur Lewis (1915-1991, Prix Nobel en 1979)

· **Pour A. Lewis les économies du tiers monde sont divisées en deux** : un secteur traditionnel très peu productif (dominé par une classe de propriétaires fonciers dont la consommation est essentiellement ostentatoire et l'épargne peu productive) qui produit un excédent de main d'œuvre permanent ce qui fait pression à la baisse sur les salaires ; et une économie moderne dans les secteurs productifs qui peut investir car les salaires bas se traduisent par des profits élevés.

· **L'impulsion de la croissance vient d'un dégageant d'épargne suffisant pour les investissements industriels selon la logique suivante** : Lewis part d'un excès structurel de main-d'œuvre car il fait l'hypothèse d'une offre infinie de travail le conduisant à poser que la productivité marginale du travail est nulle (le secteur traditionnel est marqué par une très forte croissance démographique). Ainsi, le transfert d'une partie de main d'œuvre vers un secteur moderne, par des rémunérations légèrement plus élevées, et sous l'hypothèse d'une homogénéité du travail, permet de maintenir la production du secteur traditionnel tout en accroissant la production du secteur moderne. La faiblesse des rémunérations (« générations sacrifiées ») permet de dégager un profit qui crée de l'épargne, permettant de faire passer les taux d'investissement de 4-5% à 15-20%. **C'est cette épargne déagée qui permet d'enclencher une dynamique d'accumulation**. Les salaires devraient augmenter permettant une croissance de la consommation interne et, par une autre voie, l'augmentation des profits. Le développement repose donc sur l'essor d'un secteur moderne et la régression du secteur archaïque. **Dans le modèle de Lewis, le rôle du marché, en particulier du marché du travail est fondamental** car il va permettre un transfert de main d'œuvre vers le secteur moderne, à un coût salarial très bas en raison d'une offre importante.

· Le modèle de Lewis a été critiqué par les économistes structuralistes (R. Prebisch) qui considèrent que les surplus sont accaparés par la minorité capitaliste dont la consommation de produits importés, socialement valorisés, empêche le développement. Par ailleurs, les migrations du monde rural (culture traditionnelle) vers le monde urbain (culture moderne) ont davantage conduit au développement d'un secteur informel que d'un secteur moderne.

3/ La nécessaire insertion dans la DIT entraîne l'idée d'une « croissance transmise »

a/ La nécessaire insertion dans la Division Internationale du Travail

· Selon les tenants du discours néoclassique orthodoxe, les PED sont à la marge de l'économie mondiale car ils ne sont pas suffisamment engagés dans la division internationale du travail (DIT). **Il serait donc nécessaire qu'ils se spécialisent en fonction de leurs avantages comparatifs naturels, spécialisation qui repose sur la loi des proportions des facteurs (Heckscher et Ohlin) selon laquelle une économie doit se spécialiser en fonction de ses dotations factorielles (travail, capital, terre).**

· Ainsi, d'après le théorème Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS), il devrait y avoir **une tendance à l'égalisation des rémunérations des facteurs de production assurant un processus de convergence économique**. Les PED pourront espérer renforcer leur degré d'insertion dans l'économie mondiale par ce biais. Deux grands modèles théoriques d'insertion en découlent :

- **Les modèles valorisant la spécialisation datent des années 1950** et montrent l'intérêt pour les pays en développement à **se spécialiser dans les produits primaires** pour obtenir des ressources nécessaires pour financer les importations de biens d'équipements qui seront à l'origine d'une augmentation du capital et donc de gains de productivité indispensables pour le développement (exemples de l'Australie ou de la Nouvelle Zélande). Idée reprise dans les années 1980.

- **Les modèles des années 1970 valorisant l'ouverture des frontières commerciales** vont influencer les organismes internationaux et indirectement les Etats. Ces modèles insistent sur le fait que des mesures protectionnistes ont des conséquences négatives sur l'allocation des ressources productives et la rentabilité des investissements. Si les dévaluations peuvent être adaptées, le protectionnisme tarifaire est à bannir. L'ouverture ne signifie pas le retrait de l'Etat (ex : la Corée du Sud), ce dernier pouvant avoir un rôle essentiel pour inciter les agents à se tourner vers les exportations. De plus, les Etats deviennent sensibles à la théorie des « avantages comparatifs dynamiques » supposant que la spécialisation peut évoluer avec l'efficacité productive.

b/ Cette ouverture des économies conduit à deux idées libérales : la théorie du « décalage culturel » et de la « croissance transmise »

· **La théorie du « décalage culturel »** : les valeurs, les normes et les institutions sociales (famille, religion etc.) s'adaptent, mais avec du retard, au développement économique. Ces changements s'expliquent avant tout par l'existence de comportements rationnels dans les pays en développement. Les acteurs vont peu à peu prendre conscience de l'intérêt d'intégrer les valeurs et les normes de l'économie moderne.

· **La « croissance transmise »** : le commerce international va permettre une transmission de la croissance et donc du développement des pays riches vers les pays pauvres, si ces derniers acceptent la spécialisation (la DIT) et l'insertion dans l'économie mondiale. Trois mécanismes permettent cette transmission :

- La forte croissance dans les pays développés va être à l'origine d'importations en provenance des PED. Pour ces derniers, les ressources des exportations vont permettre d'importer des biens d'équipement et la technologie qui ne savent pas encore produire.

- La forte productivité dans les pays développés permet de faire baisser les prix. Les PED en important des biens de moins en moins chers vont donc profiter de l'efficacité productive des pays riches.

- L'épargne abondante dans les pays riches pourra s'investir dans les PED où le taux de rémunération du capital est plus élevé (car l'argent est plus rare). Ces emprunts permettront, au début, de financer le développement, puis deviendront peu à peu inutiles : les anciens pays emprunteurs deviendront à leur tour prêteurs.

· **Des modèles d'insertion à la mondialisation plus historique et structurel nuancent l'idée de croissance transmise, notamment le modèle de « l'intégration progressive »** (F. Perroux) qui se doit être au service de l'homme. Contre l'idée du marché et d'un système de prix qui doivent assurer une intégration des pays riches et pauvres dans un monde économique qui peu à peu s'homogénéise grâce à la DIT, aux échanges et à la « croissance transmise », F. Perroux insiste sur la nécessaire solidarité entre deux territoires aux économies inégales. Selon lui, la population du pays le plus riche et puissant doit accepter de favoriser le développement du partenaire le plus faible car dans l'actuelle DIT, les grands groupes orientent les avantages de l'intégration vers eux. Il faut donc compléter les mécanismes de marché par des régulations internationales. Mais cette approche est critiquable car elle ne prend pas en compte les nouvelles formes d'intégration qui caractérisent la mondialisation contemporaine (développement des IDE et des « firmes réseaux »).

B/ Les premières explications du sous-développement selon les structuralistes : ils favorisent les approches en termes de « désarticulation » et de « dépendance »

1/ Le poids du colonialisme et du néo-colonialisme est à prendre en compte

. Les formes de colonisation et d'exploitation ont été diverses mais on peut retenir surtout l'importance de l'« **économie de rente** », développée par les grandes entreprises contrôlées par des groupes. Elle est souvent liée à l'**exploitation des ressources du sous-sol** : pétrole et gaz au Moyen Orient, en Afrique ou en Amérique latine ; mines en Amérique latine ou en Afrique. La colonisation produit une société que l'on a qualifiée « d'économie primaire d'exportation » où une minorité profite de l'économie extravertie alors que la majorité fournit un travail sous payé et reste misérable. L'économie de rente qualifie aujourd'hui les pays spécialisés dans 2 ou 3 produits et qui s'exposent au « **syndrome hollandais** »¹ ou la « malédiction des ressources ». Alors que l'exploitation de ressources naturelles génère habituellement de larges profits, le pays peut connaître une atrophie économique. En effet, l'accroissement du revenu national et de la demande entraînent des pressions inflationnistes, tandis que l'afflux de capitaux se traduit par un excédent commercial et s'accompagne d'une appréciation du taux de change réel. La surévaluation du taux de change va réduire la compétitivité des autres entreprises exportatrices qui voient alors leurs profits diminuer. Cela renforce les incitations à développer l'activité extractrice. Au cours du boom de ressources premières, les agents démontrent une forte préférence pour le présent qui les conduit à délaissier la question de la croissance à long terme de l'économie. Une fois les ressources naturelles épuisées, l'atrophie de la base productive et la surévaluation du taux de change conduisent à une stagnation durable de l'activité économique.

. Le **bilan de la colonisation** reste majoritairement négatif.

- Certes, on peut noter **quelques conséquences positives** : baisse de la mortalité permise par l'introduction de mesures sanitaires et des campagnes de vaccinations ; infrastructures publiques qui atténuent les désastres naturels ; mise en place d'institutions, d'administrations et de régulations collectives pour assurer dans un premier temps (seulement) la paix civile ; essor des moyens de transports (chemins de fer, routes, canaux etc.) ; introduction du progrès technique et innovations en provenance des pays riches dans tous les domaines ; introduction de la dynamique du marché. **Mais les conséquences négatives dominent avec surtout la déstructuration de l'économie et de la société.** Du temps de la colonisation, on note surtout : la **fragilisation des cultures vivrières** car seuls les secteurs tournés vers les pays colonisateurs sont développés ; **ruine des artisans locaux** concurrencés par des produits importés des pays colonisateurs ; **accroissement des inégalités sociales** (entre colonisés et colonisateurs, mais aussi au sein des colonisés eux-mêmes) **et régionales** (entre les régions liées aux pays colonisés, les ports par exemple, et le reste du territoire, les régions agricoles pauvres) ; déstabilisation politique des pays colonisés (ex, découpage totalement artificiel de l'Afrique), hypothéquant leurs chances de tendre vers la démocratie ; ponction démographique dans le cadre de l'esclavage et de la déportation de main-d'œuvre.

- Les conséquences de ces déséquilibres se font encore ressentir avec **une population de pauvres déstabilisés** (en ville surtout) et le développement d'une **classe locale parasitaire qui confisque le pouvoir**, qui a tout intérêt que la colonisation perdure et ne fait aucun effort pour développer les infrastructures au service de la population (éducation, santé etc.)

2/ Les théories de la « désarticulation » et des « cercles vicieux de développement »

a/ L'idée de « désarticulation » (F. Perroux notamment) est beaucoup plus pessimiste que le « dualisme » de Lewis. : *trois formes d'économies coexistent sans entretenir de réelles relations entre elles et bloquent le développement.*

. **Un secteur traditionnel** fondé sur une économie de subsistance très peu productive. Elle est coupée du reste de l'économie car elle vit en autosubsistance, consomme très peu de produits industriels et n'épargne pas. Elle se situe dans des régions rurales et a pour caractéristique d'alimenter en main d'œuvre précaire les deux autres économies. Cette économie rurale est souvent déséquilibrée par l'économie extravertie qui l'appauvrit (exemple : dans le Nordeste du Brésil l'exploitation extensive de la canne à sucre, pour fabriquer de l'éthanol, substitut du pétrole, a ruiné des centaines de milliers de petits paysans)

. **Une économie extravertie** souvent contrôlée par de grandes firmes dont le capital est international. Elle exploite les ressources naturelles et la main d'œuvre locale mais investit peu dans le pays et consomme essentiellement des produits en provenance de l'extérieur (ex : firmes ateliers ou firmes exportatrices de produits primaires)

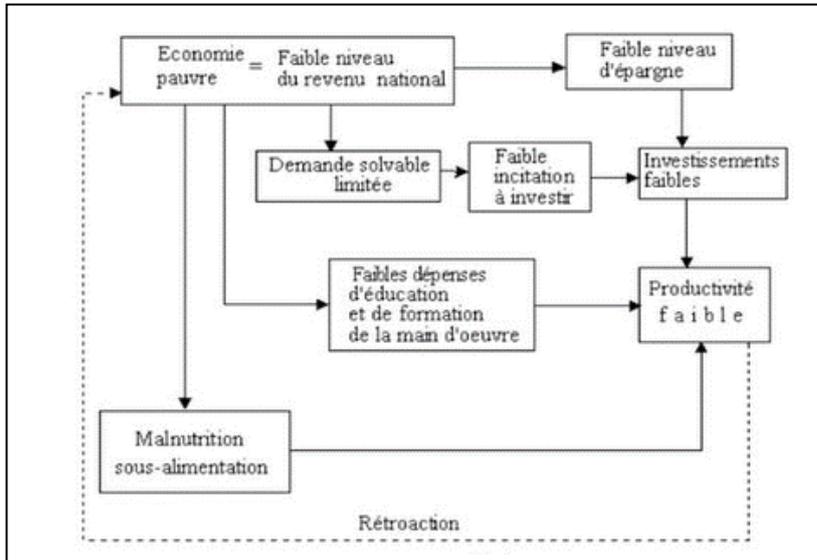
. **Une économie urbaine** où pourrait se développer une logique de croissance car elle intègre des entreprises qui produisent et qui distribuent des revenus, mais dont le développement est bloqué par la surpopulation. Par

¹ Le syndrome hollandais : relation négative entre dotations en ressources naturelles et croissance. Terme introduit par *The Economist* pour expliquer la stagnation de l'activité aux Pays-Bas durant les années soixante-dix comme le résultat de la découverte d'un large gisement de gaz naturel.

exemple, chaque salarié payé correctement doit partager son revenu pour faire vivre tous ceux qui dépendent de lui (sa famille proche mais aussi éloignée, les gens de son village venus pour réussir à la ville, etc.). En définitive, ce sont les déséquilibres de l'économie traditionnelle qui déstabilisent cette économie urbaine.

b/ Les principaux « cercles vicieux » du sous-développement (Nurske)

• R. Nurske (1953) résume sa pensée en disant : « un pays est pauvre parce qu'il est pauvre » = en raison de difficultés qui se combinent et qui s'autoentretiennent, les pays sont enfermés dans une trappe à pauvreté.



3/ Les théories de la dépendance

a/ Dépendance externe et détérioration des termes de l'échange

. Pour Raul Prebisch, économiste argentin analysant la situation économique des pays d'Amérique latine dans les années 1950, le sous-développement provient d'une Division Internationale du Travail très défavorable aux pays qui cherchent à se développer. Il est donc aux antipodes de l'approche libérale qui fait de l'insertion dans la DIT une condition nécessaire au développement.

. Pour Raul Prebisch, **un centre industrialisé exerce une domination commerciale sur la périphérie sous-développée** en montrant **une dégradation séculaire des termes de l'échange (TDE)**. Le centre présente une structure oligopolistique, conséquence de la concentration industrielle, dans laquelle les travailleurs sont organisés pour défendre leurs droits. Donc, **dans cette régulation monopolistique du centre, la progression de la productivité a pour effet d'augmenter les revenus du travail et du capital sans effet majeur sur les prix**. Elle assure un accroissement de la rémunération des travailleurs. **Alors que dans les PED (les périphéries), où la concurrence est forte, elle se traduit par une baisse des prix**. En parallèle, comme la demande de biens primaires, produits par la périphérie, augmente moins vite que la production industrielle, et que l'industrie tend à substituer des produits de synthèse aux produits naturels, le rapport entre le prix des produits exportés et le prix des produits importés ne peut que baisser. C'est ce phénomène qui entraîne une détérioration des termes de l'échange (DTE). La transmission de la croissance par les prix ne se fait pas puisque les pays pauvres ne bénéficient pas des gains de productivité des pays riches alors qu'au contraire ces derniers (et c'est un comble...) profitent des progrès de la productivité des pays pauvres. Les pays périphériques restent alors confiner à un rôle de fournisseurs de produits primaires sans voir leur industrie se développer.

· Les limites théoriques du modèle de Raul Prebisch :

- **Il faut intégrer au raisonnement l'élasticité de la demande**. En effet si la baisse relative du prix se traduit par une hausse plus que proportionnelle de la demande, les revenus ne baissent pas et la détérioration des termes de l'échange peut être profitable (il faut donc raisonner à partir des « termes de l'échange revenu »). Mais le problème est là : **de nombreux pays en développement sont spécialisés dans des produits primaires substituables et pour lesquels le marché est très concurrentiel**, leur demande est donc faiblement élastique à la baisse (la demande n'augmente pas quand les prix diminuent) et fortement élastique à la hausse (la demande régresse en revanche fortement lorsqu'un pays augmente ses prix)

- Les évolutions relatives des productivités modifient l'interprétation des termes de l'échange : même si la totalité des gains de productivité dans les pays développés ne se traduisent pas en baisse des prix, la hausse de la productivité est telle que les prix relatifs diminuent, surtout si dans une logique de « cycle de vie du produit », les biens vendus dans les PED sont « en fin de vie » (et si les coûts fixes ont été largement amortis). Exemple : prix du matériel informatique ou audiovisuel.

b/ « L'échange inégal » (Arghiri Emmanuel) et les théories néo-marxistes

· Dans les années 1970, **Arghiri Emmanuel** souligne également que le rapport entre pays riches et pauvres serait caractérisé par un « *échange inégal* », c'est à dire un transfert de surplus des pays du tiers monde vers les pays industrialisés. Le prix du travail (à productivité égale) étant différent dans les pays riches et dans les pays pauvres, lors d'un échange de biens équivalent, une heure de travail d'un pays développé s'échange donc contre plusieurs heures de travail d'un pays en développement. C'est donc par l'exploitation du travail dans les pays pauvres que l'ensemble des agents des pays riches (capitalistes mais aussi travailleurs) s'enrichissent. Cette approche marxiste menée dans le cadre de « l'économie monde » a fait débat dans le camp socialiste car elle considérait que les classes ouvrières des pays riches participaient, avec « leur » bourgeoisie, à l'exploitation des classes ouvrières des pays pauvres.

C/ Les explications contemporaines du sous-développement

1/ La nouvelle économie institutionnaliste

. Impulsée par Douglass North (prix Nobel 1993), **la nouvelle économie institutionnaliste propose d'analyser le sous-développement comme une défaillance des institutions**. D. North définit les institutions comme l'ensemble des règles du jeu dans une société et notamment celles qui permettent d'organiser le marché. **Les néo-institutionnalistes sont contre l'idée qui domine depuis les années 1980 selon laquelle seule la libéralisation des économies peut seule conduire au développement. Sans nier le rôle du marché et des échanges dans la dynamique du développement, ils proposent une libéralisation encadrée par les pouvoirs publics.**

. Pour qu'un pays se développe, des institutions « inclusives » doivent assurer un juste partage de la croissance de manière à la dynamiser grâce aux innovations et à la consommation. Au-delà des spécificités nationales, toute institution doit favoriser les points suivants :

- **Le respect des droits de propriété** : il suppose l'existence d'institutions qui garantissent la protection du propriétaire mais également le transfert de ces droits de propriété, cad leur échange sur le marché
- **La limitation du pouvoir des élites**, notamment politiques : cela implique la séparation des pouvoirs et des sanctions électorales permettant de sélectionner les élites favorables à l'intérêt général.
- **L'égalité des chances**, en particulier dans l'accès aux études et à l'emploi afin de renforcer la constitution de capital humain.

2/ Le débat sur les institutions comme seule condition au développement reste ouvert

. **La géographie conserve un rôle stratégique dans le développement économique (Jeffrey Sachs, économiste américain)**. L'isolement et l'éloignement géographiques, l'absence ou la piètre qualité des infrastructures permettant l'intégration du territoire enferment certains pays dans le sous-développement. Sachs distingue ainsi trois types de pays :

- les pays qui ont une géographie propice et de bonnes institutions : les pays émergents actuels
- les pays qui ont une géographie propice mais pas de bonnes institutions : ces pays se développeront uniquement par des changements institutionnels en faveur du développement
- les pays qui n'ont ni géographie propice ni de bonnes institutions : en raison d'une géographie trop défavorable, aucun développement n'est envisageable même avec un changement des institutions propices au développement. On retrouve l'accumulation des cercles vicieux de pauvreté que **seule l'aide au développement, bien ciblée**, pourrait casser. **L'action externe devient ici fondamentale pour sortir ces pays du sous-développement.**

. **L'importance de la liberté, de la démocratie et du développement humain (Amartya Sen)**. Au-delà de l'IDH, A. Sen avance l'idée que le développement repose avant tout sur la liberté de choisir entre différentes possibilités en vue d'améliorer sa vie et son bien-être = **idée de « capabilité »** (*capability*) = « aptitude à la réalisation », cad un ensemble de moyens de fonctionnement qui permet à l'individu de choisir sa vie. Il faut que l'utilisation du revenu permette des choix alternatifs. **La notion de capabilité est donc indissociable de celle de démocratie**. Vif succès auprès des Nations Unies à travers les programmes du PNUD. **Il faut que les Etats interviennent fortement pour faciliter la participation citoyenne** en facilitant l'accès à l'éducation, notamment des femmes, mais également en

renforçant le **champ des possibles pour tous les citoyens**. Les institutions internationales prônent ainsi la « **bonne gouvernance** » même si elle ne suffit pas seule à enclencher une dynamique de développement humain.

II/ LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT : LESQUELLES ONT ECHOUÉ ? LESQUELLES SEMBLENT D'AVANTAGE EN REUSSITE ?

D'après Gérard Azoulay *Les théories du développement* Presses universitaires de Rennes 2002

A/ L'ECHEC DES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT AUTOCENTRE D'INSPIRATION MARXISTE

1/ L'ISI (industrialisation par substitution des importations)

· **Les bases du modèle** ont été posées par Raul Prebisch et les membres de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine). L'ISI est une **stratégie de développement qui consiste en une rupture de la dépendance de la périphérie vis-à-vis du centre en produisant les biens industriels auparavant importés**. Pour la CEPAL, cette stratégie doit être développée en plusieurs étapes :

- **Relative fermeture des frontières** : le marché national doit être protégé des produits du « centre » par des barrières tarifaires et/ou une préférence nationale. Dans un premier temps, les biens intermédiaires et biens d'équipement doivent cependant être importés du « centre » car le pays-périphérique ne sait pas encore les produire.

- **Remontée progressive de filière** : production de biens de consommation basiques (biens alimentaires, textile...) en mobilisant un maximum d'inputs locaux. Avec les profits dégagés, investissements dans la production de biens à plus forte valeur ajoutée (biens intermédiaires, biens d'équipement) afin de développer une production industrielle diversifiée qui assure l'indépendance du pays en mettant un terme aux importations. Les débouchés sont les autres entreprises du pays qui s'équipent pour produire. L'Etat joue un rôle central de coordination des investissements, les plus lourds restant à sa charge (sidérurgie, pétrochimie etc..) pour répondre aux besoins de l'industrie nationale.

- **Asseoir les débouchés sur une demande intérieure forte**. Tous les Etats ayant adopté cette stratégie ont instauré des réformes agraires et une redistribution des revenus, indispensables. Nécessité également de passer des accords de libre-échange régionaux pour compenser l'étroitesse des marchés nationaux (ex : le traité de Montevideo de 1960²).

- **Accéder à des financements importants pour encourager l'industrialisation**. Rôle central de l'Etat qui contrôle l'allocation des capitaux grâce à la nationalisation des banques et des industries. Mais le financement interne reste insuffisant et tous les Etats s'endettent fortement à l'international.

. L'ISI a été adoptée par l'ensemble des pays du tiers-monde dans les années 1950-1960, surtout dans les pays d'Amérique latine. Les résultats sont d'abord positifs entre 1960 et 1970, mais les protections douanières ont eu un effet négatif à terme. Pour subventionner les secteurs protégés, l'Etat a dû augmenter ses exportations (en général de produits primaires). Cela s'est traduit par le sacrifice de nombreuses activités nationales (en particulier l'agriculture vivrière) et a accru la dépendance du pays aux importations. Ensuite, la volonté de produire en amont les biens anciennement importés pour l'industrie a débouché sur un endettement de plus en plus important vis à vis de l'extérieur (alors que l'objectif était l'indépendance) pour se procurer les capitaux et la technologie nécessaires.

2/ La promotion de secteurs clés et les « industries industrialisantes » (« II ») :

. Pour Albert O. Hirschman (1915-2012 ; économiste structuraliste), les effets d'entraînement entre secteurs sont au fondement de l'industrialisation. Il faut donc **développer les industries lourdes (métallurgie, pétrochimie) au cœur de la dynamique économique** car elles induiront un développement des autres secteurs par l'aval (elles serviront de clients aux autres industries tout en leur fournissant les biens d'équipement nécessaires). Cette voie impose **une forte intervention de l'Etat** en raison de la lourdeur des investissements initiaux et les compétences humaines requises. **Le rôle de l'Etat dépasse donc largement la simple protection du marché national**. Cette voie a été adoptée par l'Algérie à partir de 1962, l'Inde en 1948 ou encore la Chine lors du « Grand Bond en avant » de 1959-1961. Toutes ces stratégies ont d'abord donné de bons résultats mais dès les années 1970, elles ont été abandonnées.

² Le traité de Montevideo crée en 1960 l'Association de libre-échange de l'Amérique latine (ALALC). Cette entente est signée par sept pays (Argentine, Brésil, Chili, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay) auxquels se joignent la Colombie et l'Équateur (1961), le Venezuela (1966) et la Bolivie (1967).

. L'échec de cette stratégie d'industrialisation par les industries industrialisantes s'explique par de multiples causes dont les principales sont :

- **L'industrialisation n'a que peu bénéficié aux populations même si elle a été souvent forte** (11,5% par an entre 1952 et 1978). La consommation a été sacrifiée au profit de l'investissement ; le sous-emploi est réel ; l'agriculture a été sacrifiée en partie entraînant des famines dans certains pays (Chine de 1958 à 1961) ou des disettes (Algérie, 1981).
- **Cette industrialisation n'a pas réussi à développer un secteur moderne et à mettre fin au dualisme des économies.** Comme dans l'ISI (l'autre modèle de stratégie autocentrée), les industries ont été trop protégées de la concurrence extérieure et organisées sous la forme de monopoles publics. Donc les gains de productivité y ont été faibles. Et comme pour l'ISI, ces industries n'ont pas bénéficié d'une forte demande en interne (la faiblesse de la demande est due à la pauvreté et au creusement des inégalités) mais aussi en externe (faible compétitivité en raison d'un taux de change surévalué et de gains de productivité trop peu importants).
- **Aucune rupture des liens de dépendance avec l'extérieur.** Comme pour l'ISI, la stratégie de l'II a maintenu les pays dans une dépendance des pays riches et industrialisés, faute de technologies et de capitaux suffisants. Le déficit extérieur s'est même souvent creusé avec le maintien des importations et le manque de devises, entraînant une crise de la dette des PED au début des années 1990.

B/ LES STRATEGIES DE PROMOTION DES EXPORTATIONS D'INSPIRATION NEOLIBERALE : DEVELOPPEES SOUVENT EN PARALLELE DES STRATEGIES AUTOCENTREES, LEUR BILAN EST A NUANCER SELON LA NATURE DES PRODUITS EXPORTES ET LA MANIERE D'INTEGRER LE MARCHÉ MONDIAL

Ce sont des stratégies d'extraversion pour les pays en développement. **L'insertion dans la DIT est le moyen de se développer par transmission de la croissance des pays développés vers les autres. C'est souvent la chute des Etats interventionnistes qui débouche sur les choix de libéralisation.**

1/ Exportations de quels produits ?

a/ L'exportation des produits primaires (hors hydrocarbures) : « un développement impossible » sur le long terme

. Le premier problème est la faible élasticité de l'offre et de la demande :

- Les biens primaires sont **peu transformés dans les pays producteurs** et sont donc peu créateurs de valeur ajoutée. Ce sont les pays qui les importent, en général les PDEM, qui vont créer l'essentiel de la VA et donc de la croissance induite.

- La demande de produits primaires dans des économies où les productions sont de plus en plus transformées augmente faiblement. **L'élasticité de la demande prix ou revenu est donc faible** et une baisse des prix n'a pas d'effet proportionnel sur la hausse de la demande, entraînant donc une diminution des revenus des producteurs (voir le « paradoxe du progrès technique »)

- **L'offre de ces biens est très importante** car beaucoup de pays en développement, et souvent de pays développés (60% des exportations mondiales de produits primaires viennent des pays industrialisés), sont susceptibles de les produire. Donc la concurrence est forte et les prix ont tendance à diminuer.

- Trop de pays sont spécialisés dans deux ou trois produits et sont donc très vulnérables car cela s'apparente à une quasi mono-activité.

- Deux nuances :

- o **Certains produits échappent à ces caractéristiques comme les hydrocarbures**, car d'une part, leur demande est très forte et en augmentation permanente, d'autre part, leur production est limitée car **les ressources sont rares**. Toutefois, on a pu remarquer que la spécialisation exagérée dans leur production pouvait se traduire par des économies de la rente qui n'évoluent pas et maintiennent des inégalités qui bloquent tout développement (ex. l'Algérie)
- o Attention ! Ces dernières années, avec la croissance des pays émergents la demande de ces produits a fortement augmenté et les prix sont donc en hausse, ce qui rend leur production à nouveau intéressante.

. Le deuxième problème est l'imperfection des marchés des biens primaires, marqués par la domination des pays développés

- Ces marchés sont dominés par des grandes firmes mondiales qui contrôlent les marchés (marchés oligopsoniques : les multiples producteurs sont sous le pouvoir de quelques demandeurs) et jouent sur les prix pour maximiser leur profit. La conséquence est une grande variabilité des prix de certains biens primaires. Ces fluctuations empêchent toute organisation anticipée du développement et déstabilisent les économies concernées.
- Les pays développés protègent leurs productions de la concurrence des PED. L'ensemble des mesures protectionnistes de l'OCDE se chiffre à 300 milliards de \$ par an (16 milliards qui taxent les importations agricoles en provenance des PED, 40 milliards pour le textile et ce jusqu'en 2005 etc). Face à ces protections, les pays moins développés s'organisent : le groupe de Cairns a été le premier à s'opposer aux Etats développés et, depuis 2003, le Groupe des 21 composé uniquement de PED s'opposent fermement dans les négociations internationales aux EU et à l'Europe (en particulier dans le domaine agricole).

b/ L'exportation de produits manufacturés : pour réussir, la spécialisation doit être dynamique

· Pour valoriser leurs avantages comparatifs (une main d'œuvre abondante, bon marché mais faiblement qualifiée), les pays vont d'abord **se spécialiser dans la production de biens faiblement transformés** intégrant peu de technologie (textile notamment). Mais les produits peu transformés créent peu de valeur ajoutée ; les industries rencontrent les mêmes difficultés sur les marchés mondiaux que les produits primaires dont la demande est fortement élastique à la hausse des prix et faiblement à la baisse des prix ; si les industries se développent, elles demandent plus d'investissements et supposent une augmentation des importations.

. Pour réussir, la spécialisation doit être dynamique :

- La **stratégie des « avantages comparatifs dynamiques » (B. Balassa)** repose d'abord sur la **réussite des industries légères de consommation afin de conquérir progressivement les secteurs qui sont en amont**, à savoir les industries de produits intermédiaires puis de biens d'équipement. **Chaque phase suppose des difficultés supplémentaires : technologies plus sophistiquées, activités plus capitalistiques, main d'œuvre plus qualifiée.**

- Cette stratégie se retrouve dans le « *développement en vol d'oies sauvages* » (**K. Akamatsu** 1935) ou la « **remontée des filières** » qui a pour objectif une **indépendance économique progressive** (diminution des importations). Trois grandes phases caractérisent ce modèle :

- Phase 1 :
 - Stabilisation institutionnelle et renforcement des secteurs traditionnels (Japon, 1950)
 - Exportations faibles (en volume et en valeur). Confection, tissu, jouets. (Japon, 1960)
- Phase 2 :
 - Amorçage de l'industrialisation par la sous-traitance internationale passive (= réalisation de travaux de sous-traitance pour un donner d'ordre) (Japon, 1970)
 - Exportations croissantes mais faible valeur unitaire. Construction mécanique, composants électroniques, plasturgie, hi-fi et électroménager (Japon, 1970-1980)
- Phase 3 :
 - Diversification industrielle et montée en gamme, début de la sous-traitance active (externalisation de travaux confiés à des sous-traitants en tant que donneurs d'ordre) (Japon, 1980)
 - Niveau élevé des exportations (valeur unitaire croissante). Papeterie, industrie automobile, microinformatique, hi-fi high-tech, produits pharmaceutiques etc. (Japon, dès les années 1990).

2/ Des stratégies extraverties dont le succès repose sur une logique de marché contrôlée par l'Etat

· Cette stratégie d'ISE permet au pays qui la met en place de diversifier ses exportations et donc de réduire les risques de son ouverture, de ne pas être contraint par les limites de son marché intérieur (problème majeur dans les stratégies autocentrées). Le marché mondial offre également l'intérêt de voir augmenter le niveau de la demande plus rapidement que les économies nationales. La stratégie de l'ISE valide les effets positifs d'une insertion dans la mondialisation déjà vue par Adam Smith : un large marché incite à la spécialisation qui permet de gagner en productivité et de profiter des économies d'échelle, donc de gagner en compétitivité et donc de conquérir toujours plus de parts de marché.

. Mais de nombreuses limites apparaissent si l'ouverture de l'économie n'est pas contrôlée : les importations destinées aux catégories privilégiées peuvent exploser ; l'épargne de ces mêmes catégories peut aller s'investir ailleurs (essentiellement dans les pays riches) ; lorsqu'on est haut dans la filière, les productions nécessitent une augmentation des importations et des besoins de financement, ce qui peut accroître la dépendance vis à vis des pays

développés ; une intégration dans l'économie financière non maîtrisée peut déstabiliser les économies (la crise des pays asiatiques à la fin des années 1990, particulièrement en Thaïlande). **Ce sont donc les déséquilibres internes qui vont augmenter** : les déficits extérieurs fragiliseront la monnaie ; les agents économiques (en particulier l'Etat et les entreprises) s'endetteront ; en réaction les Etats vont faire croître artificiellement la monnaie et alimenter une inflation à deux chiffres.

• **Pour assurer le succès des stratégies extraverties, la constitution d'« Etats forts » est essentielle.** Il joue un rôle décisif dans la cohérence des stratégies mises en place, dans la maîtrise des relations avec l'extérieur et dans la mise en place des infrastructures nécessaires au développement. Le développement s'appuie sur **un bon niveau d'éducation des populations et des infrastructures permettant les échanges** (réseaux de communication et structure financière). La réforme agraire et agricole a été réussie et les inégalités sociales ne sont pas fortes, la cohésion sociale est importante et une classe d'entrepreneurs a les moyens de s'épanouir.

C/ L'EMERGENCE DE L'ASIE : VERS UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT ?

1/ Peut-on vraiment parler de « miracle asiatique » vanté dans les années 1990 ?

a/ Rappel historique :

. L'Asie est la région la plus dynamique du monde depuis le milieu du XXème siècle (1950). Le PIB de la région est supérieur à celui du reste du monde en PPA et la Chine est devenue la première puissance économique mondiale sur de nombreux points. L'Asie reste très hétérogène mais présente un modèle de développement spécifique lié à l'insertion dans la mondialisation et un rattrapage économique extrêmement rapide.

. Historiquement, l'émergence de l'Asie a connu plusieurs phases :

- Le Japon, à partir de 1950. Il est considéré comme un pays riche et industrialisé dès les années 1970.
- Les « Quatre Dragons » (Hong-Kong, encore sous tutelle britannique ; Taiwan ; Singapour et la Corée du Sud) à partir des années 1960. Ils sont considérés comme des pays développés dès les années 1980.
- Les « Tigres asiatiques » (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Vietnam) à partir des années 1980 ainsi que la Chine qui s'ouvre au reste du monde après la mort de Mao Tsé Toung (1976).

. Conséquence : le niveau de développement de la région a considérablement augmenté et a entraîné un recul massif de la pauvreté. En 1990, l'Asie de l'Est et du Sud concentrait 80% de l'extrême pauvreté mondiale. Surtout en raison de son recul en Chine (émergence des classes moyennes), cette extrême pauvreté se concentre aujourd'hui vers l'Asie du Sud et de plus en plus en Afrique subsaharienne.

b/ Dans les années 1990-2000, l'expression de « miracle asiatique » a connu un grand succès.

• **En 1993, la Banque mondiale publie un rapport « le miracle d'Asie orientale »** (analyse des performances de croissance des pays d'Asie orientale et formalisation d'un modèle qui ressemble beaucoup au modèle japonais)(voir diapos suivantes). **En 2017, nouveau rapport de la Banque mondiale** (« Riding the wave ») dont les principales lignes sont :

- Confirmation de la réussite du modèle de développement
- Limites du modèle symbolisées par la montée des inégalités
- Recommandation sur un nouveau contrat social et un nouveau modèle de croissance : il faut passer de la mobilisation et accumulation des ressources à la croissance inclusive.

• Entre ces deux rapports, soit entre 1993 et 2017, quels sont les points majeurs à retenir ?

La crise asiatique de 1997-1998 a montré les limites du modèle présenté par la BM en 1993 et souligné la diversité des trajectoires des pays asiatiques. Après cette crise, retour à la croissance mais à des taux moindres bien que supérieures à ceux de l'Europe, à l'Amérique latine et à l'Amérique.

La montée de la Chine (à peine mentionnée dans le rapport de 1993) : évènement mondial mais aussi régional car le modèle chinois est différent de celui théorisé en 1993 et le développement de la Chine bouleverse la hiérarchie régionale jusque-là dominée par le Japon mais aussi les perspectives de développement et de croissance pour d'autres pays (le Vietnam surtout). Attention : la Chine vaut moins de 50% du PIB de l'Asie orientale donc nécessité de tenir compte des autres pays.

Caractéristiques communes :

- **Forte croissance reposant sur des industries manufacturières en valorisant le dividende démographique**
- Une **urbanisation galopante contrôlée par l'Etat** (migrations internes contrôlées + terrains constructibles sous le contrôle de l'Etat).
- Un régime international original (protection des industries naissantes mais pas d'autarcie)
- **Rôle d'un « Etat-développeur » =**
 - Définition : l'Etat japonais promeut les mécanismes de marché ET intervient stratégiquement dans l'économie pour tirer le développement du Japon.
 - **L'Etat-développeur a aussi mis la finance au service du développement industriel** (« répression financière »), élément sous-estimé dans le rapport de la BM de 1993.
- **Qualité des systèmes éducatifs au service du développement du capital humain**
- **Des taux d'épargne élevés favorisant l'investissement et l'accumulation du capital (et rejet des explications culturalistes).**

. Tous les pays asiatiques mentionnés ont adopté **les stratégies d'industrialisation par substitution d'exportations (« la remontée de filière » de K. Akamatsu)**. Il y a donc eu une rapide montée en gamme de la production des exportations. Ex, la Corée du Sud : spécialisation dans les productions et exportations à faible valeur ajoutée (textile et électronique grand public) jusqu'au milieu des années 1980, puis remontée de filières avec les voitures et les télécoms, puis nouvelle montée en gamme avec les produits optiques et les composants électroniques à partir des années 2000-2010. Résultat, en 1960, les produits primaires représentent +85% des exportations. En 2017, les produits primaires représentent à peine 10% des exportations. Ce sont les circuits intégrés électroniques qui sont au cœur de ses exportations.

. **Ces stratégies ont cependant accordé une grande place au pragmatisme afin de réussir leur insertion dans les chaînes de production mondiales (insertion dans la nouvelle DIPP). L'Etat a mené une politique volontariste pour construire cette logique des avantages comparatifs, d'autant plus facilement que la majorité de ces Etats sont des Etats autoritaires.** Ils assurent la compétitivité des entreprises nationales par un protectionnisme éducateur et des taux de change sous-évalués qui dynamisent mécaniquement les exportations. La montée en gamme est rendue possible par une politique d'investissement très soutenue en direction du capital technologique et humain, par les dépenses en RD et dans le domaine éducatif. Ex : en Indonésie, l'Etat a doublé ses dépenses en éducation en 15 ans et s'impose au 5^{ème} rang mondial par le nombre de diplômés en université.

. **Cette montée en gamme est également due à l'accueil des firmes transnationales (FTN) qui ont apporté les capitaux nécessaires mais surtout le transfert de technologie et les techniques de management. Mais cette ouverture a également été progressive et contrôlée par l'Etat afin d'éviter de livrer le pays aux FTN.** Ex : en Chine, cette ouverture aux FTN s'est d'abord concentrée sur le littoral (maritimisation des économies) avec 4 zones économiques spéciales (ZES de Shenzhen, Zhuhai, Shantou, Xiamen). Elles ont été suivies par la création de « 14 villes ouvertes » à partir de 1984 et de sept nouvelles ZES en 2017. La Chine a ainsi pu valoriser ses avantages comparatifs (main d'œuvre bon marché abondante et bon marché) pour s'imposer comme l'usine du monde, encore aujourd'hui avec pourtant une très forte montée en gamme. Dans les années 1980, ce sont des usines d'assemblage d'entreprises asiatiques (japonaises et coréennes) qui ont utilisé leurs filiales en Chine pour transformer et exporter des produits à forte VA vers les deux grands foyers de consommation (Europe et Amérique du Nord). Mais dès la fin des années 1980, les FTN américaines puis européennes ont cherché à optimiser leur production en s'implantant en Chine dans les ZES et les « villes ouvertes » tout en cherchant à conquérir aussi le marché chinois dont le potentiel reste énorme. L'Asie maintient une insertion différente dans la DIPP en fonction de leur niveau de développement actuel : Singapour et la Malaisie sont intégrées dans les chaînes de valeur de l'électronique ; Vietnam et Indonésie surtout dans celle du textile (FTN chinoises) et automobile pour la Thaïlande.

c/ Les limites du développement extraverti et la recherche d'un nouveau modèle de développement par la Chine.

. Bien que vanté par toutes les organisations internationales, ce modèle asiatique compte de nombreuses fragilités. En 1994, Paul Krugman démontre que selon lui, le « miracle asiatique » est un « mythe » :

- La croissance de ces pays asiatiques repose sur des facteurs traditionnels de travail et de capital et non sur le progrès technique. La productivité globale des facteurs de production de ces pays reste faible car elle ne concerne que quelques entreprises. Ex : en Corée du Sud, contraste majeur entre les Chaebols, les grands conglomérats, et la masse des PME.

- Le taux d'investissement a eu tendance à diminuer depuis la grave crise asiatique de 1997 à l'exception de la Chine (45% du PIB en 2017) ou encore du Vietnam, mais faisant craindre des risques de surproduction et des risques financiers.

- L'ISE n'a pas résolu l'enjeu de la dépendance de ces pays vis-à-vis de l'étranger, notamment :

- Des IDE qui sont très volatiles comme l'a montré la crise financière de 1997
- De la demande extérieure des économies avancées (Europe occidentale, Amérique du Nord), d'où le ralentissement de la croissance après 2008 (crise des subprimes) et celle de 2020 (Covid).
- Très forte imbrication dans les chaînes de production régionales. Donc, toute difficulté touchant un des maillons de la chaîne de valeur ajoutée entraîne un effet de contagion (ex : tremblement de terre au Japon, confinement strict en Chine etc.). La dépendance à la Chine est très forte pour tous les pays dans la région.

. Face aux limites, la Chine aujourd'hui recherche une évolution de son modèle de développement :

- **Les limites du modèle chinois.**

- Rappel : sous Deng Xiao Ping, la Chine instaure une croissance extravertie à partir des années 1980. Le taux d'investissement chinois n'a jamais été en-dessous des 30% du PIB. De 1985 à 2011, sa croissance est exceptionnelle, souvent supérieure à 10% par an. Avec son entrée dans l'OMC en 2001, ses importations et ses exportations ont augmenté de 20% par an. Conséquence, la place de la Chine dans le commerce mondial a fortement augmenté, passant de 2% des exportations en 1990, à 14% en 2018 (et 11% des importations mondiales). Problème, ce régime de croissance est déséquilibré. Les réserves de change sont considérables en raison d'une épargne domestique plus forte que l'investissement et des excédents commerciaux + après la crise de 2008, la croissance chinoise ralentit (inférieure à 7% depuis 2014) et n'est plus tirée par le commerce extérieur. Conséquence : face à l'essoufflement d'un modèle extraverti, la Chine se recentre sur la demande intérieure. Mais la consommation des ménages peine à se développer.

- La Chine atteint donc les limites de l'ISE fondée sur une croissance extensive.

- ✓ En raison du vieillissement accéléré de sa population liée à la politique de l'enfant unique jusqu'en 2016, le facteur travail n'est plus contributeur de croissance.
- ✓ L'intensité capitaliste est faible malgré des taux d'investissement élevés (car assez peu efficace en raison d'une mauvaise allocation des ressources) et la productivité reste très inférieure à celle des Etats-Unis. Ces investissements ont été majoritairement financés à crédit : les prêts bancaires sont passés de 100% du PIB en 2007 à 150% du PIB en 2018 et la dette totale chinoise représente 260% du PIB (contre 150% en 2007). Ce niveau d'endettement est source d'une inquiétude financière mondiale atténué par le fait que le gouvernement chinois a les capacités de renflouer directement les banques commerciales grâce aux réserves très importantes du gouvernement central.

- **Les nouvelles ambitions chinoises** se voient dans le 13^{ème} plan de 2016 – 2020, confirmé par le 14^{ème} plan (2021-2025) :

- ✓ Elle veut s'appuyer davantage sur son marché intérieur et gagner technologiquement en autonomie, alors que son modèle est fragilisé par les guerres commerciales.
- ✓ Cette dynamique de l'innovation s'inscrit dans son programme « Made in China, 2025 » qui doit aboutir à une croissance plus inclusive et plus verte, avec une intégration internationale renforcée (évolution de Shenzhen, la nouvelle Silicon Valley à la chinoise). La montée en gamme doit s'accélérer : tout en maintenant le « made in China » de produits à moyenne VA, la Chine évolue rapidement vers le « Created in China » autour de biens à forte valeur ajoutée, avec des technologies de pointe indépendantes de l'étranger tout en étant associés à des partenariats dans le cadre du co-branding.
- ✓ Affirmer le nouveau poids géopolitique mondial de la Chine en poursuivant la construction des « nouvelles routes de la soie », lancée en 2013 par le président Xi Jinping, assurant les débouchés commerciaux chinois mais aussi ses approvisionnements tout en rendant partiellement dépendants les pays traversés (nombreuses infrastructures de transport des routes de la Soie sont entièrement la propriété des Chinois).

2/ Le modèle asiatique peut-il être adopté par les autres PED ?

. La Chine apparaît comme un levier de développement pour de nombreux PED : elle leur sert de débouché mais aussi de financier. C'est le cas de l'Afrique, au point que certains auteurs ont créé la notion de « Chinafrique » pour montrer la dynamique des investissements chinois sur le continent.

-Le stock d'IDE chinois en Afrique a été multiplié par 90 entre 2003 et 2017 mais les investissements en Afrique ne représentent que 1,2% des IDE chinois totaux. La Chine est également le premier partenaire commercial de

nombreux pays d'Afrique, notamment de l'Afrique subsaharienne mais aussi d'Afrique du Nord (Algérie) ou encore d'Afrique de l'Est (Djibouti).

-Si la vision du développement chinois passe par une logique « ressources contre infrastructures », sorte de « gagnants-gagnants ». En réalité, la Chine reste la principale bénéficiaire des échanges : elle importe des ressources naturelles des pays partenaires et exporte ses produits manufacturés, entraînant une balance commerciale très déficitaire pour les pays « partenaires ». Les pays africains risquent également de tomber dans une dépendance financière des capitaux chinois et connaissent déjà une remontée de leur endettement envers la Chine. Cette présence accrue de la Chine en Afrique n'est pas forcément synonyme d'une meilleure insertion dans les flux mondiaux de ces pays car les « routes de la soie » laissent à l'écart l'Afrique (exceptée l'Egypte en raison du canal de Suez, point de passage stratégique pour le transport maritime).

. L'ISE tente d'être copiée par de nombreux pays mais en réalité il s'agit d'un modèle aujourd'hui peu exportable. L'Asie a pris une place considérable dans le commerce mondial qu'il est difficile pour les autres pays misant sur l'ISE de réussir leur insertion dans la mondialisation par l'industrialisation. **L'alternative résiderait plutôt en une autre voie, celle des services et non plus de l'industrie. C'est le grand espoir de l'Afrique.** Une stratégie fondée sur les services est plus accessible pour des pays qui ont une épargne faible, car elle suppose des coûts fixes d'investissements beaucoup moins lourds que dans l'industrie. **C'est un espoir car l'Inde s'est engagée dans cette nouvelle voie depuis les années 2000.** L'Inde est aujourd'hui le premier exportateur de services liés aux « technologies de l'information et de la communication et autres services aux entreprises » (16% des exportations mondiales en 2015). L'Inde a développé ses services modernes (finance, télécommunications, services aux entreprises) et a permis une hausse de la productivité du travail qui soutient la dynamique de la croissance (plus de 7% depuis les années 2000). Mais l'Inde reste encore pauvre en emplois alors que la croissance démographique reste très soutenue et l'Inde reste une société très marquée par les inégalités. Aucun modèle unique de développement n'est efficace. Il dépend totalement des contextes particuliers.

III/ LA QUESTION DE LA DETTE ET DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

A/ LA CRISE DE LA DETTE DES ANNEES 1980 ET LE CONSENSUS DE WASHINGTON POUR EN SORTIR

1/ Un endettement facile s'impose à partir des années 1970 mais la crise survient au début des années 1980

· La théorie néoclassique orthodoxe considère que l'endettement des PED ne pose pas de problème particulier. A priori les pays en développement peuvent s'appuyer sur l'épargne des pays riches pour financer leurs investissements car ils dégagent trop peu d'épargne. L'utilisation productive des sommes empruntées permet de créer un surplus qui servira de base pour rembourser le capital et les intérêts. Tout le monde y trouve son compte : les créanciers des pays riches peuvent bénéficier de prix du capital supérieurs à ceux qu'ils ont chez eux (où le capital est moins rare), et les débiteurs ont un accès facile à des financements importants.

· **Les bouleversements économiques des années 1970 vont faciliter l'endettement.** Les pays développés sont en crise et leurs besoins de financement se réduisent alors qu'une épargne internationale développée sur **les pétrodollars cherchent à se placer**. Le système des taux de change flottants est favorable aux flux internationaux de capitaux, en particulier aux opérations de crédit, alors que les tensions inflationnistes réduisent en termes réels le poids de la dette. Ces différents phénomènes expliquent que l'on soit, à la fin des années 1970, dans un système de crédit facile qu'**Henri Bourguinat** a appelé une « *économie internationale d'endettement* ». L'épargne internationale n'hésite donc pas à se placer dans les PED qui empruntent d'autant plus volontiers que les taux d'intérêt réels sont négatifs. **H.P. Minsky** parle « *d'aveuglement du désastre* » pour désigner ce sentiment de tranquillité qui gagne les agents dans les phases de crédit facile (c'est le « *paradoxe de la tranquillité* »)

. **La dette devient pour beaucoup de PED insoutenable dans les années 1980.** Suite aux chocs pétroliers, les pays riches et développés mènent une politique d'austérité monétaire pour lutter contre l'inflation et rétablir les équilibres budgétaires et commerciaux. Ce changement de politique monétaire est incarné par l'arrivée de Paul Volcker à la tête de la FED en 1979. **La très forte hausse des taux directeurs pour briser l'inflation va plonger les pays en développement, notamment l'Amérique latine dans une crise profonde de leur dette. En effet, 70% de la dette du Tiers-monde est une dette à taux variable contractée auprès de banques privées.** Or la baisse de l'inflation et entraîne une forte hausse des taux d'intérêt réels. Les taux d'intérêt réels augmentent de 20% entre 1978-79 et 1980-1981. **Le Mexique fait défaut en 1982 et entraîne dans son sillage une quarantaine d'autres pays.** De plus, le poids des charges financières ne peut être allégé par les excédents commerciaux car les relations commerciales se dégradent au même moment. Les exportations des PED diminuent en raison d'une chute des cours

des matières premières en termes réels et les pays industrialisés importent moins (politiques d'austérité). Inversement, le coût des importations augmente à cause de la forte hausse du dollar (politique Volcker à partir de 1979) et du second choc pétrolier qui pénalise les pays non producteurs de pétrole. Ainsi, les deux décennies qui ont suivi la crise du début des années 1980 sont caractérisées par **une augmentation continue de la dette** qui est expliquée essentiellement par **le poids de la charge de la dette qui prend de plus en plus d'importance**. La dette passe de 580 milliards de \$ en 1980 à 2400 milliards en 2002.

2/ Pour résoudre la dette, la mise en œuvre des plans d'ajustements structurels (les PAS) ou le consensus de Washington (John Williamson)

. La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire Internationale sont très fortement influencés par les monétaristes au début des années 1980 et vont totalement remettre en question les stratégies de développement autocentrées et promouvoir la libéralisation des économies en développement. **Seul le marché doit être désormais au centre de la dynamique économique**. Les Plans d'Ajustement Stratégiques élaborés par ces institutions ont pour objectif de **rétablir les équilibres macroéconomiques des PED**. On remet en cause une croissance trop rapide de la consommation publique et privée par rapport à l'offre (source d'épargne insuffisante et d'inflation) ; une forte augmentation des dépenses publiques par rapport à celle des recettes publiques (déficit budgétaire chronique et endettement public important) et enfin une trop forte demande de biens et de capitaux extérieurs par rapport aux capacités internes de paiement et de remboursement.

. Les PAS ont entraîné :

- **La rigueur budgétaire** : limitation des dépenses publiques pour éviter l'inflation et les déficits ; augmentation du nombre de contribuables, diminuer les taux élevés et généraliser la TVA ;
- **La neutralité monétaire interne et la dévaluation compétitive** : les taux d'intérêt réels doivent être positifs pour attirer les capitaux internationaux ; la monnaie doit être dévaluée pour rendre les exportations attrayantes
- **La libéralisation globale de l'économie** : abaisser des droits de douane pour accentuer le commerce international et donner une totale liberté de mouvement aux capitaux internationaux ; attirer les investissements directs étrangers (IDE) ; privatisations massives (permettant de rembourser une partie des dettes publiques) ; réduction drastique des subventions afin de laisser le marché déterminer le « juste prix » des biens ; éliminer toutes les règles qui freinent l'initiative économique et la libre concurrence ; renforcer les droits de propriété pour promouvoir la création privée des richesses.

. **Globalement les programmes d'ajustement structurel ont été un échec et ont été abandonnés dès les années 1990**. Joseph Stiglitz parle de la « Grande Désillusion » du consensus de Washington (2002).

- Si le retour aux équilibres macroéconomiques a été réussi il a été réalisé par **une contraction des dépenses publiques aveugle, conduisant à des cercles vicieux récessifs**. La contraction des investissements publics, y compris dans les infrastructures nécessaires à la croissance, a réduit l'activité économique, et par là même les ressources fiscales.

- **Les PAS n'ont donc pas permis de rétablir les bases d'une croissance stable et durable** car cet ajustement s'est globalement opéré par la contraction des importations et de l'activité. Durant la décennie 1980, les PED qui connaissent l'application des PAS ont des niveaux de croissance plutôt faibles. H. Singer parle même d'une « décennie perdue » pour le développement en Amérique latine : le taux de croissance entre 1980 et 1989 a été trois fois plus faible que pendant la période 1965-1980 (1,6% contre 6,1%) et le revenu par tête a chuté de 9% environ entre 1981 et 1990. **La dépendance extérieure s'est accrue et la dette n'a pas diminué**. Au **niveau commercial**, la spécialisation des exportations dans quelques productions a augmenté la fragilité du commerce extérieur de ces pays. La demande intérieure ne s'est pas déplacée naturellement vers la production interne (influence des modèles de consommation importés) et, après un ralentissement des importations du aux plans d'austérité, les importations ont à nouveau augmenté. Les dévaluations n'ont pas eu les effets escomptés car l'élasticité prix de l'offre nationale n'était pas assez importante. **Au niveau financier** : l'absence de croissance empêche les économies de dégager une épargne suffisante pour rembourser leurs dettes et investir. La dette s'auto-entretient par effet « boule de neige » (on emprunte pour rembourser). Enfin, avec la réduction drastique des dépenses publiques, l'ajustement a entraîné une explosion des inégalités qui n'a pas été compensée par la théorie du « ruissellement » néolibérale.

3/ Les PED semblent enfermer dans une spirale de l'endettement dès les années 1980 ce qui débouche sur des crises financières à répétition depuis les années 1990

a/ Une gestion internationale de la dette

. La dette ne cessant d'augmenter pendant la période, parallèlement aux PAS, se met en place une organisation pour gérer cette dette de façon internationale. Le Club de Paris (dettes publiques) et le Club de Londres (dettes privées) sont deux institutions créées où se rencontrent les débiteurs et les créanciers pour négocier les dettes des PED.

. Plus globalement, les méthodes de gestion de la dette internationale sont les suivantes :

- **Le rééchelonnement : l'objectif est de donner un nouvel échéancier aux remboursements de la dette.** Moyen privilégié dans les années 1980 et correspond à la logique des PAS, il permet en étirant sur une période plus longue le remboursement, de réduire les sommes payées pour qu'elles correspondent aux recettes d'exportation. Mais les banques ont souvent imposé un surcoût (jusqu'à 20% pour le Mexique en 1982) qui a étranglé les pays débiteurs.
- **Nettoyage des bilans et revente à perte :** les banques vont essayer de revendre sur le marché secondaire leurs créances avec une forte décote afin que l'opération puisse être profitable pour l'acheteur. Si la décote est importante, l'acheteur peut limiter le nombre d'années de remboursement, ce qui est profitable au pays débiteur (le danger est de favoriser le comportement opportuniste de débiteurs qui pourraient, à travers un intermédiaire, refuser de rembourser pour augmenter la décote et racheter leur propre dette à bas prix)
- **L'échange de créances contre des actifs :** le créancier échange ses titres contre des actifs du pays endetté. L'intérêt pour ce dernier est de régler sa dette en nature ou dans sa propre monnaie. Cette pratique suppose souvent un abandon du patrimoine ou de la richesse (ex : fourniture de pétrole) national et a donné lieu à des pratiques étranges : l'achat d'un « bout » d'Amazonie par le World Wild Fund etc.
- **Le moratoire de la dette :** lorsque l'insolvabilité d'une économie est constatée, on annule purement et simplement la dette. Cela est d'autant plus facile que les intérêts versés correspondent déjà à plusieurs fois l'emprunt initial. C'est ce qui a été décidé en 2005 pour 18 PPTTE dont 14 africains.

b/ Le suivi de la dette des PED n'empêche pas le retour des crises financières dans les années 1990

. Comme dans les années 1970, les capitaux des pays riches s'investissent massivement dans les PED émergents, après les cures d'assainissement que le FMI et le « consensus de Washington » ont imposé à ces pays. Comme au début des années 1980, la crise est déclenchée par une sortie massive des capitaux qui avaient été investis et un durcissement des conditions d'endettement.

. Mais, les crises qui ont touché d'abord la Thaïlande, les autres pays d'Asie, l'Amérique latine ont deux spécificités :

- Une fragilité des systèmes financiers nationaux fondés sur des pratiques traditionnelles mal adaptées à la globalisation financière (forte intégration des institutions financières, des entreprises et de l'Etat se traduisant par une gestion très administrée de la finance) : accumulation de dettes douteuses et spéculation effrénée à l'absence de règles prudentielles.
- La responsabilité des politiques de change des pays concernés, en particulier leur volonté d'alignement sur la valeur d'une monnaie forte (« *currency board* ») alors que plus de souplesse de change aurait été nécessaire pour ne pas que la compétitivité s'effondre (voir la Thaïlande ou Argentine). La responsabilité idéologique du « Consensus de Washington » est ici clairement en jeu.

B/ LES ENJEUX DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (APD)

1/ Qu'est-ce que l'APD ?

. L'APD peut prendre quatre grandes formes : l'aide budgétaire, l'aide projet, l'assistance technique ou de formation. Ces types d'aide ont des effets différents sur les économies bénéficiaires.

- On parle d'aide bilatérale lorsqu'elle s'opère par un ou plusieurs Etats à un autre Etat. En France, c'est le Ministère des Affaires étrangères qui coordonne cette aide. L'organisme le plus connu qui la met en œuvre est l'Agence française de Développement (AFD) qui agit dans les pays en développement mais aussi dans l'Outre-mer. Depuis les années 1990, l'aide bilatérale « Sud-Sud » s'est fortement développée, en particulier en provenance des grands émergents vers les pays les plus pauvres. L'aide bilatérale de la Chine a ainsi plus que triplé entre 2002 et 2009 passant de 600 millions de dollars à plus de 2 milliards de dollars.

- L'APD peut être octroyée par des organismes multilatéraux, cad gérés par plusieurs pays. La Banque mondiale et le FMI sont ainsi les plus connus mais l'on peut citer l'ONU, l'Union européenne ou encore les Banques régionales de développement (Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement). Mais il faut nuancer ce dernier point : les aides de ces banques régionales ne relèvent pas

exactement de l'APD au sens strict ; ces banques régionales empruntent des fonds sur les marchés puis les prêtent aux pays à besoin de financement à des taux plus faibles que ceux qu'ils auraient obtenus individuellement.

. Les pays membres du Comité d'Aide au développement (le CAD) de l'OCDE se sont engagés à fournir une APD équivalente à 0,7% de leur RNB. Cependant, la réalité en est très éloignée car l'aide tourne autour des 0,3% du RNB de ses membres. L'APD reste plus de trois fois plus faible que les transferts de revenus des travailleurs expatriés des pays du Sud vers leur pays d'origine. Cependant et d'une façon générale, l'aide aux pays les plus pauvres peut représenter une part très importante de la richesse nationale : pour les pays dont le PIB/ht est inférieur à 500\$, une aide conforme à ce que préconisent les objectifs du Millénaire, représenterait 90% du PIB de l'Ethiopie, 52% de l'Ouganda ou 43% du Nicaragua. La question est de savoir si l'économie nationale peut absorber cette aide.

2/ Une APD aux résultats ambigus

. L'APD a pour objectif de pallier le manque d'épargne dans les pays pauvres, favorisant ainsi l'accumulation du capital et la croissance économique. L'aide technique permettrait également d'améliorer la productivité, notamment agricole. Enfin, à plus long terme, l'APD permettrait d'accroître le capital humain en rendant possible la construction d'infrastructures sanitaires et éducatives.

· Mais des limites peuvent apparaître :

- La réalisation de grands travaux d'infrastructures peut se traduire par une hausse des prix si on s'adresse à l'offre interne ou à une hausse des importations (et à une diminution probable du taux de change) si on fait appel à l'offre externe. Ces effets doivent donc être contrôlés pour ne pas qu'ils l'emportent sur les conséquences positives de l'aide.
- Au niveau structurel l'aide peut entraîner des déséquilibres économiques lorsqu'elle fragilise l'économie locale (aide alimentaire qui concurrence la production interne) ou sociaux lorsqu'elle ne profite qu'à une partie de la population (une ethnie en Afrique par exemple)
- L'aide peut être détournée de ses objectifs par une caste dirigeante plus préoccupée par son pouvoir que par le développement du pays. C'est pour cela que les aides sont allouées de plus en plus sous conditions (cela limite le problème sans le supprimer)

3/ Améliorer l'APD : l'objectif du J-PAL

. Le J-PAL est un laboratoire de lutte contre la pauvreté (en anglais, The Abdul Lateef Jameel Poverty Action Lab) dont l'économiste française Esther Duflo est fondatrice. Elle présente les résultats de ses recherches en 2010. Elle adopte une méthode originale, la randomisation, inspirée des tests médicamenteux réalisés par l'industrie pharmaceutique. Il s'agit de comparer des groupes équivalents bénéficiant ou non d'aide particulière. L'objectif est de renforcer l'efficacité de l'APD en cherchant à développer les « capacités ». Il faut donc agir au moindre coût, permettant de libérer des fonds pour d'autres actions, et d'écartier les programmes les moins efficaces.

. Deux exemples de conclusions du J-PAL déjà suivies par de nombreux Etats ou régions :

- La distribution gratuite de moustiquaires imprégnées a été démontrée comme étant plus efficace que les faire payer à un prix subventionné par les Etats demandeurs. En effet, certains économistes estimaient qu'une distribution gratuite n'aurait pas été efficace car elles auraient déresponsabilisé les utilisateurs qui n'auraient rien eu à payer et auraient utilisé les moustiquaires à d'autres fins (pêche, décoration...). En réalité, la distribution gratuite a permis d'augmenter considérablement la demande et donc de lutter beaucoup plus efficacement contre le fléau du paludisme.
- Pour l'éducation, le meilleur moyen pour lutter contre l'absentéisme scolaire démontré par le J-PAL est le déparasitage des enfants, cad le traitement des vers intestinaux à l'origine de coliques et de douleurs intestinales souvent intenses. Suite à ces conclusions, l'OMS en a fait sa priorité pour le développement et plusieurs pays ont déjà généralisé cette pratique.